

ATTENTION TOUS, MERCI AFFICHER

Expertise des comptes 2003 : priorité à la baisse des coûts
Pas au développement

Le cabinet A PRIME, mandaté par le Comité d'entreprise, a présenté son rapport sur l'analyse des comptes de l'AFP, pour l'année 2003 et le premier semestre 2004, qui traduisent une politique générale de la direction marquée par "une priorité à la baisse des coûts" dans un contexte où "les recettes sont à la peine" et une marge qui se rétablit timidement essentiellement par un effet de change.

Avec une situation financière "très dégradée" : la situation nette passe de -32 ME en 2002 à -45 ME en 2003 et -48 ME en 2004.

Fait peu courant dans une expertise, le cabinet A PRIME entame son rapport par une "remarque préalable sur la présentation des comptes".

"Il paraît impérieux de ne pas utiliser tel ou tel mode de comparaison des résultats au gré des objectifs du moment", note A PRIME. "Mettre en avant par exemple, la comparaison à taux COURANTS les années où le dollar est fort et l'euro faible afin de mettre l'accent sur le 'poids' des dépenses de personnel" ou "privilégier la comparaison à taux CONSTANTS (...) quand on veut souligner les gains commerciaux".

La CGT a déjà regretté que la direction ajuste, par de fréquents changements de périmètre ou de parité monétaire, la présentation des comptes de l'agence en fonction de ses besoins de communication.

Nous refusons d'entrer dans une polémique sur les chiffres avec la direction qui reconnaît d'ailleurs elle-même que, dans notre texte "l'AFP à marge forcée", les chiffres -réels- présentés, issus de documents de la direction, sont "nominalement et comptablement exacts".

2003 : un chiffre d'affaires en retrait sur 2002 et sur le budget

Le chiffre d'affaires (CA) réel de l'AFP a reculé en 2003 de 3% à 242,2 millions d'euros (ME) contre 249,8 en 2002, avec un service général qui résiste (-0,3%) grâce notamment au service général en français (+2,8%) et des services spécialisés qui régressent (-4,8%), l'économique étant stable mais le multimédia et le sport/hippique perdent 7% et la Photo 2,3%.

Hors effets de change (pour faire plaisir à la direction!), le CA se tasse de 0,4% avec une progression du service général (+4%) et de la Photo (+5,8%), mais A PRIME note que ces chiffres traduisent un "écart marqué" avec le budget.

Si le service général se tient près de l'objectif budgétaire (-0,1%), les services définis par le COM comme prioritaires, l'économie et la photo, subissent les écarts les plus importants en valeur respectivement à 2,9 ME (-13,2%) et 1,2 ME (-4,5%).

1er semestre 2004 : un mieux à taux constant mais l'écart avec le budget et le COM se creuse

Les recettes commerciales (hors Etat) sur les 6 premiers mois 2004, en données réelles, sont en léger recul (-0,7 ME) sur 2003, mais en baisse marquée (-3 ME) par rapport à un budget déjà très prudent (20 ME sous le COM voté).

La progression du CA global (+0,7%) est uniquement générée par l'augmentation de la Convention avec l'Etat.

Les comparaisons sont rendues difficiles, souligne A PRIME, par des présentations différentes dans les ventilations du CA d'une année sur l'autre! Les recettes de l'activité Photo Europe ont été transférées en 2004 dans la filiale allemande.

Les grandes priorités définies par la direction, l'Europe et la Photo, sont en retrait sensible sur le COM et le budget.

- Evolutions prévues pour 2004, en %	COM	budget	estimé
France	2 à 2,5	2,9	3,0
Europe	7,0	4,1	-5,7
Service général	-	1,0	3,4
Eco	10,0	3,6	-7,2
Photo	20,0	13,0	10,9

Hors effet de change, l'Europe, au centre de la stratégie du PDG, voit son CA continuer de chuter avec un recul de 9% sur le budget et de 13% sur le COM.

Globalement, souligne A PRIME, le développement de la filière Photo reste inférieur de 2,3% aux prévisions du budget et ne se situe que dans la tendance constatée depuis plusieurs années, soit environ 10% du CA de l'AFP. Alors que ce service devait, selon le PDG, assurer près de 45% du développement global attendu dans le COM.

Il faut aussi noter, concernant la Photo, que les charges -notamment de transmissions- ne sont jamais évoquées.

La sacro-sainte marge se rétablit... grâce surtout à l'effet de change

Le COM donne la priorité aux objectifs de "marge", note A PRIME.

Le COM voté par le conseil d'administration tablait sur des prévisions de développement nettement surévaluées qui auraient dû conduire l'AFP à un chiffre d'affaires de 295,5 ME en 2006. Cela n'en prend pas le chemin.

"En cas de recul des produits, l'Agence doit dès lors ajuster ses charges", souligne A PRIME, "et cette logique comptable risque de mettre en cause le statut de l'AFP comme agence mondiale".

Le redressement de la marge en 2003 est dû principalement à la hausse de l'euro.

Les charges de l'AFP sont plus internationalisées que ses recettes. Ainsi le coût des personnels expatriés et locaux travaillant à l'étranger représente 51% de la masse salariale alors que le chiffre d'affaires international ne représente que 30,3% du total des produits de l'AFP.

En 2003, la hausse de l'euro a eu un effet défavorable sur le CA de 6,4 ME mais favorable de 10,5 ME sur les charges générant une marge d'exploitation de 4 ME pour l'AFP. Le gain est plus faible au premier semestre 2004 avec seulement 0,9 ME.

Mais, note A PRIME, "quelles conséquences pour l'AFP aurait une revalorisation du dollar? L'agence n'a pas d'autre choix que de tenter de développer fortement ses activités propres", souligne le cabinet.

Qui a parlé de plan de développement? Et "la réduction des coûts ne fait pas une stratégie", insiste A PRIME.

Et, comme "la plupart des objectifs du budget et du COM ne sont pas atteints", A PRIME est contraint de constater que la gestion de la direction "parvient mieux à contenir les charges qu'à augmenter les produits"!

Ainsi, la direction, hors effet de change, a "contenu" les charges en 2003 à hauteur de -4,7 ME, dont -1,8 ME sur les frais de personnel et -1,6 ME sur les missions.

En 2004, le cabinet note une hausse des dépenses de personnel de 1,5%, due essentiellement aux "variables" (CDD) avec +34,9%, alors que les locaux baissent de 3,3% et les piges de 2,8%. Les statuts siègent sont stables à +0,6%.

Il n'est pas précisé si les "bonus" sont pris en compte !

Enfin, A PRIME, évoque la vente du siège sous forme de crédit-bail qui "offre une garantie aux prêteurs (!)", mais "implique la cession du patrimoine de l'Agence... engage l'entreprise sur le long terme... va servir pour moitié à rembourser l'Etat... ne comble pas le déficit en fonds propres de l'AFP... et repose sur un plan de financement calculé au plus juste" !

Par quelques bouts qu'on les prenne, à taux courants, constants voire glissants, les chiffres sur la situation de l'agence mettent en évidence une situation financière dégradée à laquelle la direction ne répond que par une politique comptable d'économies visant uniquement à sauvegarder la "marge".

Nous le répétons, ces réductions de voilures successives et autres délégations de couverture à travers des partenariats douteux (quid de la couverture éco nord-américaine après le rachat par Dow Jones de Market Watch?), hypothèquent l'avenir de l'AFP.

La demande de la CGT de mise en place d'une table ronde sur l'avenir de l'agence est plus que jamais d'actualité.

(Les fiches de présentation du rapport A PRIME sont consultables sur ASAP, rubrique syndicats, CGT, communiqués 2004)

CGT toutes catégories, 3 décembre 2004